

OMC: changer l'approche des négociations

Alors que le cycle des négociations commerciales de Doha est ouvert depuis plus de 7 ans, des représentants des pays membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) suggèrent de changer les méthodes de négociation pour faciliter l'obtention d'un accord. Ainsi, certaines délégations ont informellement émis l'idée de négocier directement les engagements chiffrés (de réduction des droits de douane et des niveaux de soutien) des pays membres en écartant la phase d'élaboration des « modalités ». Celle-ci correspond à la définition globale des objectifs de réduction et de la manière de les atteindre et précède les offres de négociation. Jusqu'alors les pays membres de l'OMC n'ont pas réussi à s'entendre sur cette étape fondamentale. Aussi, certains voudraient passer outre et discuter, ligne budgétaire par ligne budgétaire, les engagements de libéralisation. Si cette proposition peut paraître séduisante dans l'optique de conclure un cycle de négociations qui va d'échec en échec, elle est porteuse de risques, comme l'ont souligné un certain nombre de pays en développement. Selon eux, cette démarche pourrait permettre aux pays les plus puissants de contraindre les pays pauvres à davantage de concessions dans l'ouverture de leurs marchés.

Lors d'une visite au siège de l'institution à Genève, Ron Kirk, le représentant américain au commerce, qui vient de s'accorder avec l'Union européenne sur les principes de résolution du conflit commercial du bœuf aux hormones, a lui aussi plaidé pour un renouvellement des approches. « *Nous devrions tous prendre en considération les changements dans le processus de négociation qui nous placeraient sur le chemin du succès* » a-t-il déclaré en soulignant que les Etats-Unis étaient « *complètement engagés pour la conclusion* » du cycle de Doha. Pascal Lamy, le directeur général de l'OMC, a lui indiqué que, dans le contexte actuel de gel des négociations, les membres devaient chercher à redynamiser les réunions de haut niveau de l'institution multilatérale. « *Nous n'avons pas tenu de conférence ministérielle depuis 2005 et je pense que l'on ne devrait pas conclure l'année 2009 sans en organiser une* » a-t-il fait savoir lors d'une réunion du Conseil général de l'OMC. « *Nous devons dédramatiser les conférences ministérielles, et faire d'elles un exercice régulier pendant lequel les membres passent en revue les activités de l'organisation et traitent des questions politiques prioritaires* » a ajouté M. Lamy.

L'OCDE dévoile ses perspectives économiques pour l'Afrique

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a présenté, le 11 mai à Dakar à l'occasion des 44^{èmes} réunions annuelles de la Banque africaine de développement, l'édition 2009 des Perspectives économiques en Afrique. Le rapport indique que « *la région est sévèrement touchée par la récession économique mondiale : après cinq années de croissance économique supérieure à 5 pour cent, le continent ne peut tabler que sur un taux de croissance de 2,8 pour cent en 2009, soit plus de deux fois moins que les 5,7 pour cent espérés avant la survenue de la crise* ». En Afrique de l'Ouest, la croissance économique devrait passer de 5,4% en 2008 à 4,2% en 2009. Ces résultats s'expliquent par différents facteurs. D'une part, la baisse des cours des matières premières, qui représentent un important poste à l'exportation pour les pays africains, devrait peser sur le déficit budgétaire des pays du continent qui s'élèverait à 5,5% du produit intérieur brut. D'autre part, la diminution en 2008 de 10% des investissements directs étrangers a aussi un fort impact négatif sur les capacités budgétaires des pays africains. L'OCDE explique que, d'après ces projections, « *de nombreuses personnes vont retomber dans la pauvreté* » et souligne que « *seule une poignée de pays du continent est en position de réduire de moitié la part de la population vivant avec moins d'un dollar par jour d'ici à 2015* » c'est à dire d'atteindre les objectifs du millénaire pour le développement fixés en 2000 par les Nations Unies.

L'OCDE tient cependant à souligner la vertu des politiques de réforme macro-économique qui ont prévalu ces 20 dernières années. Selon la publication, les réformes entreprises permettent en effet à l'Afrique d'être « *en meilleure position pour affronter la crise aujourd'hui qu'il y a dix ans* ». Le rapport précise également que la croissance économique sur l'ensemble du continent devrait connaître un regain à court terme et s'établir à 5,4 % en 2010.

La Banque du Sud propose une charte pour financer le développement

A l'occasion d'une réunion à Buenos Aires, les ministres du commerce de sept pays latino-américains (Argentine, Bolivie, Brésil, Equateur, Paraguay, Uruguay et Venezuela) se sont entendus sur une charte qui stipule notamment les modalités de financement de la Banque du Sud et les pouvoirs de ses membres. Dans le système de gouvernance de la Banque du Sud, chaque membre sera doté du même pouvoir de vote, contrairement aux institutions de Bretton Woods dans lesquelles le poids des pays en développement est plus faible que celui des pays occidentaux. Dans un premier temps ces pays abonderont un fonds de 7 milliards de dollars pour financer le développement dans la région.

Sources : AFP, ICTSD, OCDE, OMC, Reuters.